



SOCIAL-ECO

FINANCES PUBLIQUES

Un réseau local à défendre

Mobilisations départementales et nationale des agents des impôts.

« Nous avons perdu 30 000 emplois en dix ans et la direction nous annonce que ça va continuer », s'alarme Nicolas Thirion, secrétaire national de la CGT finances publiques. La baisse des effectifs entraîne une dégradation des conditions de travail qui s'accompagne de restructurations inquiétantes à la direction générale des finances publiques (DGFIP). Pour améliorer les conditions de travail, lutter pour le développement des effectifs et la perpétuation des missions, la CGT, FO et Solidaires font front commun depuis plusieurs mois sur le terrain. Et aujourd'hui, la mobilisation sera nationale. « Le gouvernement tend à lâcher du lest sur

la thématique de la sécurité dans les ministères concernés, et nous sommes le dernier des grands ministères à subir les affres de la réduction d'emplois, dénonce le syndicaliste. Nos arguments sont écoutés, la direction prend note" mais passe outre. Le dialogue social se résume à quelque chose de purement informatif : on nous avertit juste des mesures mises en œuvre. »

A Paris, un rassemblement de tous les agents d'Île-de-France est prévu à 13 h 30 devant le ministère des Finances. Dans le Nord, la mobilisation ne devrait pas faillir pour influencer sur la négociation prévue le 21 no-

vembre, à la suite de la grève, jeudi dernier, de 70 % de la RAN (résidence d'affectation nationale) du Quesnoy. Le Gard, le Rhône, l'Isère, la Charente-Maritime, l'Aveyron, le Lot, la Moselle, les Pyrénées-Atlantiques, la Saône-et-Loire, le Vaucluse, l'Aude seront aussi sur le qui-vive. Quant aux agents du Cher, leur victoire du printemps à Vierzon après cinq semaines de grève n'aura pas entamé leur solidarité pour assurer la survie du réseau à l'échelle nationale.

■

par Kareen Janselme

